|  |  |
| --- | --- |
| apostillePrel. Doc. No 1Doc. prél. No 1April / avril 2016(F) |  |

**QUESTIONNAIRE OF APRIL 2016 RELATING TO THE**

***HAGUE CONVENTION OF 5 OCTOBER 1961 ABOLISHING THE REQUIREMENT OF LEGALISATION FOR FOREIGN PUBLIC DOCUMENTS***

**(APOSTILLE CONVENTION)**

*drawn up by the Permanent Bureau*

**\* \* \***

**QUESTIONNAIRE D’AVRIL 2016 PORTANT SUR LA
*CONVENTION DE LA HAYE DU 5 OCTOBRE 1961 SUPPRIMANT L'EXIGENCE
DE LA LÉGALISATION DES ACTES PUBLICS ÉTRANGERS***

**(CONVENTION APOSTILLE)**

*établi par le Bureau Permanent*

*Preliminary Document No 1 of April 2016*

*for the attention of the Special Commission of November 2016 on the
practical operation of the Apostille Convention*

*Document préliminaire No 1 d’avril 2016*

*à l'attention de la Commission spéciale de novembre 2016 sur le
fonctionnement pratique de la Convention Apostille*

**Table des matières**

[À propos de ce Questionnaire iii](#_Toc447701748)

[Instructions iii](#_Toc447701749)

[Identification (merci de remplir tous les champs) iv](#_Toc447701750)

[Partie A - Questions destinées aux États non contractants A-1](#_Toc447701751)

[Partie B - Questions destinées aux États contractants B-1](#_Toc447701752)

[Section 1 Devenir Partie à la Convention Apostille B-1](#_Toc447701754)

[Section 2 Objections aux adhésions B-2](#_Toc447701755)

[Section 3 Espace Apostille et publications B-2](#_Toc447701756)

[Section 4 Fonctionnement et statistiques B-3](#_Toc447701757)

[Section 5 Autorités compétentes B-6](#_Toc447701758)

[Section 6 Champ d’application matériel de la Convention Apostille B-6](#_Toc447701759)

[Section 7 Accès aux services d’Apostille B-10](#_Toc447701760)

[Section 8 Émission d’une Apostille B-14](#_Toc447701761)

[Section 9 Registre des Apostilles B-18](#_Toc447701762)

[Section 10 Effet des Apostilles B-20](#_Toc447701763)

[Section 11 Programme d’Apostille électronique (e-APP) B-23](#_Toc447701764)

[Section 12 Divers B-24](#_Toc447701765)

# À propos de ce Questionnaire

Comme indiqué dans la Lettre circulaire L.c. ON No 16(16) en date du premier avril 2016, le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé a officiellement convoqué une réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la *Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l’exigence de la légalisation des actes publics étrangers* (ci-après, la « Convention Apostille »), qui se tiendra du mercredi 2 novembre au vendredi 4 novembre 2016. La réunion de la Commission spéciale sera également précédée du 10eForum international sur l’e-APP (Programme d’Apostille électronique) qui se tiendra le mardi premier novembre 2016.

Ces deux réunions sont convoquées en vertu du paragraphe 35 des Conclusions & Recommandations de la réunion de 2016 du Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence de La Haye (disponibles ici).

Aux fins de l’organisation pratique des réunions de la Commission spéciale et du
10e Forum international sur l’e-APP, le Bureau Permanent a préparé le présent questionnaire. Les réponses à ce questionnaire aideront le Bureau Permanent dans le cadre de son suivi continu de la Convention Apostille et lui permettront de veiller à ce que les informations présentées sur l’« [Espace Apostille](https://www.hcch.net/fr/instruments/specialised-sections/apostille/) » du site de la Conférence de La Haye (< [www.hcch.net](http://www.hcch.net) >) soient exactes et à jour. Les informations et opinions fournies par les États permettront également au Bureau Permanent d’identifier les questions essentielles à traiter lors de la Commission spéciale. En vue de faciliter les discussions lors de la Commission spéciale, le Bureau Permanent établira un document de synthèse qui rassemblera les réponses reçues dans les délais.

Les États sont priés de renvoyer le questionnaire rempli au plus tard le **vendredi 15 juillet 2016**. Les questionnaires remplis doivent être envoyés au Bureau Permanent par courriel, à l’adresse < secretariat@hcch.net >, en indiquant « Questionnaire – Convention Apostille – [nom de l’État] » en objet.

# Instructions

Les***États non contractants***à la Convention Apostille sont invités à répondre à la [***Partie A***](#_Toc313522121) uniquement du questionnaire. Les***États contractants***, pour leur part,sont invités à répondre à la [***Partie B***](#_Questions_for_Contracting) uniquement.

Les États doivent répondre à chaque question *par voie électronique* en :

* cochant la case correspondante (le cas échéant, plusieurs cases peuvent être cochées) ; et / ou
* saisissant du texte, *en anglais ou en français*, dans le champ prévu à cet effet (la taille du champ s’adaptera automatiquement, au fur et à mesure de la saisie).

Certaines questions peuvent appeler à des réponses multiples en ce qui concerne les États comprenant plusieurs Autorités compétentes ou unités territoriales au sein desquelles des systèmes de droit différents s’appliquent. Dans ce cas, l’autorité chargée de remplir et d’envoyer le questionnaire pourra souhaiter consulter les Autorités compétentes ou les autorités des unités territoriales concernées afin d’établir une réponse synthétique aux questions correspondantes.

Les États contractants sont priés de fournir une ***réponse unique*** pour toutes les Autorités compétentes et unités territoriales auxquelles la Convention Apostille s’applique. Si nécessaire, l’espace réservé aux commentaires dans chaque question peut être utilisé pour préciser les pratiques différant selon les Autorités compétentes ou les unités territoriales.

Ce questionnaire s’inspire très largement du questionnaire de 2012. Si elles se révèlent aujourd’hui encore pertinentes, les États sont en mesure de recopier les réponses fournies au questionnaire de 2012 dans leur réponse au présent questionnaire (des renvois aux questions correspondantes du questionnaire de 2012 ont été insérés à cet effet). Tout au long du questionnaire, des renvois aux paragraphes pertinents du **Manuel Apostille** et aux Conclusions & Recommandations (ci-après, les « **C&R** ») de la Commission spéciale (la **CS**, ci-après, la « CS de 2012 ») ont également été introduits. Les documents mentionnés dans ce paragraphe sont disponibles sur l’[Espace Apostille](https://www.hcch.net/fr/instruments/specialised-sections/apostille/) du site web.

**Les États sont priés de ne pas modifier le format du questionnaire.** Les éventuelles questions relatives à la façon de remplir ce questionnaire peuvent être adressées au Bureau Permanent par courriel, à l’adresse < secretariat@hcch.net > à l’attention de Mayela Celis (Collaboratrice juridique principale) et de Brody Warren (Collaborateur juridique).

Sauf demande exprès contraire, le Bureau Permanent publiera sur le site web de la Conférence de La Haye, à l’adresse suivante : < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) >, les réponses au présent questionnaire.

\*\*\*

# Identification (merci de remplir tous les champs)

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de l’État : | **InsÉrer le nom de l'État** (ci-après « votre État ») |
| *Pour les besoins du suivi :* |
| Nom de la personne à contacter : |       |
| Nom de l’Autorité / du service : |       |
| Téléphone : |       |
| Courriel : |       |

#### Questions destinées aux États non contractants

|  |
| --- |
| Raisons pour lesquelles VOTRE ÉTAT n’est pas un État contractant |
| * + 1. Pour quelles raisons votre État n’est-il pas partie à la Convention Apostille ?

⮊ *cf. Q a) du questionnaire de 2012* | [ ]  Le droit interne de votre État n’exige pas que les actes publics étrangers soient préalablement légalisés ou soumis à une formalité similaire pour produire effet dans votre État (voir également les **Question f)**)[ ]  L’ordre juridique interne de VOTRE ÉTAT présente des obstacles juridiques qui empêchent VOTRE ÉTAT de devenir partie à la Convention – *veuillez préciser* :     [ ]  VOTRE ÉTAT est préoccupé par la perte des recettes provenant actuellement de la légalisation de documents[ ]  Certaines questions spécifiques découlant de la Convention Apostille dissuadent votre État d’y devenir partie – *veuillez préciser* :     [ ]  Votre État ne dispose pas des moyens ou ressources nécessaires pour appliquer convenablement la Convention Apostille[ ]  La question de devenir Partie à la Convention n’a jamais été examinée en détail[ ]  Autre – *veuillez préciser* :      *Commentaires* :      |
| Investissements directs étrangers |
| * + 1. VOTRE ÉTAT est-il au courant que des organisations internationales, dont la Banque mondiale et la Chambre de commerce internationale, reconnaissent l’importance et l’efficacité de la Convention pour la promotion et le développement du commerce international et exhortent les États qui ne l’ont pas encore fait à adhérer à la Convention ?

⮊ *cf. Q b) du questionnaire de 2012*🖉 *Voir C&R No 4 de la CS de 2012.* 🖉 *La Société financière internationale du Groupe de la Banque mondiale a publié un rapport intitulé* Investing Across Border *(Investir au-delà des frontières). Il s’agit d’une initiative visant à comparer la règlementation des investissements directs étrangers (« IDE ») dans le monde. L’un des indicateurs utilisé dans le rapport pour mesurer la facilité avec laquelle une entreprise étrangère peut établir une affaire au sein d’une économie donnée est de savoir si la Convention Apostille est ou non en force dans cet État. Par conséquent,* ***en étant Partie à la Convention Apostille, un État peut améliorer sa compétitivité en termes d’IDE****. Pour plus d’informations, veuillez* [*cliquer ici*](http://iab.worldbank.org/~/media/FPDKM/IAB/Documents/IAB-report.pdf)*.*🖉 *La Chambre internationale de commerce a publié une actualité enjoignant aux États de devenir Partie à la Convention Apostille, veuillez* [*cliquer ici*](http://www.iccwbo.org/News/Articles/2012/ICC-urges-States-to-ratify-Apostille-Convention-for-simplified-authentication-of-public-documents/)*.*⮊ *voir aussi para. 23 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui[ ]  Non *Commentaires* :      |
| Examen de la Convention Apostille |
| * + 1. Votre État examine-t-il actuellement la Convention Apostille ou envisage-t-il de l’examiner dans l’optique d’y devenir Partie dans un avenir proche ?

⮊ *cf. Q c) du questionnaire de 2012* | [ ]  Oui – *veuillez préciser (notamment l’état et le calendrier d’adhésion)* :      [ ]  Non – *veuillez en expliquer les raisons (puis* ***rendez-vous à la Question e)****)* :      |
| ***Question réservée aux États qui examinent ou envisagent d’examiner la Convention Apostille**** + 1. VOTRE ÉTAT prend-il en considération l’e-APP (Programme d’Apostilles électroniques) ou envisage-t-il de le faire dans le cadre de cet examen ?

⮊ *cf. Q e) du questionnaire de 2012*🖉 *Des informations sur l’e-APP sont disponibles sur l’*[*Espace Apostille*](https://www.hcch.net/fr/instruments/specialised-sections/apostille/) *du site de la Conférence de La Haye. Pour des informations plus détaillées, voir en particulier les paras. 321 à 363 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf)*.* | [ ]  Oui – *veuillez préciser quelle(s) composante(s)* :[ ]  *les deux* composantes[ ]  uniquement la composante e-Apostille[ ]  uniquement la composante e-Registre[ ]  Non *Commentaires*:      |
| Statistiques |
| * + 1. Combien de légalisations les autorités de VOTRE ÉTAT ont-elles effectué en 2015 ?

*En l’absence de statistiques, veuillez indiquer une estimation approximative.*⮊ *cf. Q f) du questionnaire de 2012* | *Documents à envoyer* *Légalisations, par le ministère des Affaires étrangères, de documents établis dans VOTRE ÉTAT* | *Documents à recevoir**Légalisations, par les consulats / ambassades de VOTRE ÉTAT situés dans un autre État, de documents établis dans cet autre État* |
|       |       |
| Autres instruments |
| * + 1. Dans VOTRE ÉTAT, la production d’actes publics étrangers est-elle dispensée de / non soumise à légalisation ou formalité similaire, ou autrement facilitée, en vertu de :
* toute loi ou pratique interne que VOTRE ÉTAT a introduite ou envisage d’introduire ? Ou
* tout accord bilatéral, régional ou international auquel VOTRE ÉTAT est partie ou auquel il envisage de devenir partie.

⮊ *cf. Q g) du questionnaire de 2012* | [ ]  Oui – *veuillez préciser* :     [ ]  Non *Commentaires*:      |

|  |
| --- |
| « Espace Apostille » et publications |
| * + 1. Les informations figurant sur l’[Espace Apostille](https://www.hcch.net/fr/instruments/specialised-sections/apostille/) du site de la Conférence de La Haye sont-elles utiles ?

⮊ *cf. Q i) du questionnaire de 2012**🖉 Outre les versions anglaise et française, l’Espace Apostille est disponible en* [*allemand*](https://www.hcch.net/de/instruments/specialised-sections/apostille/)*,* [*portugais*](https://www.hcch.net/pt/instruments/specialised-sections/apostille/) *et* [*espagnol*](https://www.hcch.net/es/instruments/specialised-sections/apostille/) *(cliquez sur le lieu « autres langues » - tous les documents n’ont pas été traduits)**🖉 La Commission spéciale de 2012 a observé que l’Espace Apostille reste une source d’informations particulièrement utile (voir C&R No 8 de la CS de 2012).*⮊ *voir aussi para. 33 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Très utiles[ ]  Utiles[ ]  Inutiles[ ]  L’Espace Apostille n’a pas encore été consulté*Commentaires ou suggestions d’amélioration*:      |
| * + 1. VOTRE ÉTAT est-il au fait des publications du Bureau Permanent : [*L’ABC de l’Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/abc12f.pdf), le [*Guide succinct de mise en œuvre*](https://assets.hcch.net/upload/guide12f.pdf) et le [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf), disponibles sur l’[Espace Apostille](https://www.hcch.net/fr/instruments/specialised-sections/apostille/) du site de la Conférence de La Haye ?

⮊ *cf. Q j) du questionnaire de 2012* | [ ]  Oui :[ ]  Certains – *veuillez préciser*:      [ ]  Non |
| * + 1. VOTRE ÉTAT a-t-il des suggestions à faire concernant d’éventuelles publications futures qui pourraient faciliter la promotion, la mise en œuvre ou le fonctionnement de la Convention Apostille ?

⮊ *cf. Q k) du questionnaire de 2012* | [ ]  Oui – *veuillez préciser* :     [ ]  Non |
| Divers |
| * + 1. VOTRE ÉTAT souhaiterait-il que des sujets ou questions pratiques précis soient abordés lors de la Commission spéciale de 2016 ?

⮊ *cf. Q l) du questionnaire de 2012*⮊*Voir aussi les paras 38 et 39 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser* :     [ ]  Non |

#

#### Questions destinées aux États contractants

|  |
| --- |
| Échantillon d’Apostille |
| Merci de soumettre un **échantillon** (de préférence au format .PDF, .JPEG ou .TIFF) d’Apostille telle qu’utilisée par votre (vos) Autorité(s) compétente(s).Si VOTRE ÉTAT délivre à la fois des Apostille au format papier et des e-Apostilles, merci de nous soumettre un échantillon des deux.⮊ *cf. Q 8.2 a) du questionnaire 2012*🖉 *Cette Apostille sera utilisée à des fins internes uniquement.* |
| Devenir Partie à la Convention Apostille |
| Modifications du droit interne |
| * + 1. Une législation de transposition a-t-elle été nécessaire pour donner force de loi à la Convention Apostille dans VOTRE ÉTAT (notamment des règles relatives à l’établissement et au fonctionnement d’Autorités compétentes) ?

⮊ *cf. Q 1.1 a) du questionnaire de 2012* | [ ]  Oui*Veuillez préciser la (les) dispositions ou la législation de transposition, ainsi que sa (leur) date d’entrée en vigueur* :      *Veuillez indiquer comment ces textes peuvent être consultés (par ex., en joignant une copie ou en fournissant un lien vers une version en ligne)* :      [ ]  Non *Commentaires* :      |
| Investissements directs étrangers |
| * + 1. VOTRE ÉTAT est-il au courant que des organisations internationales, dont la Banque mondiale et la Chambre de commerce internationale, reconnaissent l’importance et l’efficacité de la Convention pour la promotion et le développement du commerce international et exhortent les États qui ne l’ont pas encore fait à adhérer à la Convention ?

⮊ *cf. Q 1.2 a) du questionnaire de 2012*🖉 *Voir C&R No 4 de la CS de 2012.* 🖉 *La Société financière internationale du Groupe de la Banque mondiale a publié un rapport intitulé* Investing Across Border *(Investir au-delà des frontières). Il s’agit d’une initiative qui compare la règlementation des investissements directs étrangers (« IDE ») dans le monde. L’un des indicateurs utilisé dans le rapport pour mesurer la facilité avec laquelle une entreprise étrangère peut établir une affaire au sein d’une économie donnée est de savoir si la Convention Apostille est ou non en force dans cet État. Par conséquent,* ***en étant Partie à la Convention Apostille, un État peut améliorer sa compétitivité en termes d’IDE****. Pour plus d’informations, veuillez* [*cliquer ici*](http://iab.worldbank.org/~/media/FPDKM/IAB/Documents/IAB-report.pdf)*.*🖉 *La Chambre internationale de commerce a publié une actualité enjoignant aux États de devenir Partie à la Convention Apostille, veuillez* [*cliquer ici*](http://www.iccwbo.org/News/Articles/2012/ICC-urges-States-to-ratify-Apostille-Convention-for-simplified-authentication-of-public-documents/)*.*⮊ *voir aussi para. 23 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui [ ]  Non *Commentaires*:      |
| Autres instruments, lois et pratiques pertinents |
| * + 1. Dans VOTRE ÉTAT, la production d’actes publics étrangers est-elle dispensée de / non soumise à légalisation ou formalité similaire, ou autrement facilitée, en vertu de :
* toute loi ou pratique interne que VOTRE ÉTAT a introduite ou envisage d’introduire ?

ou* tout accord bilatéral, régional ou international auquel VOTRE ÉTAT est Partie ou auquel il envisage de devenir partie.

⮊ *cf. Q 1.3 a) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 18 à 20 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser* :     [ ]  Non *Commentaires*:      |

|  |
| --- |
| Objections aux adhésions |
| Reconsidération des objections  |
| ***Question réservée aux États qui se sont opposés à une ou plusieurs adhésions**** + 1. Si VOTRE ÉTAT s’est opposé à l’adhésion d’un (de plusieurs) État(s) contractant(s) en vertu de l’article 12 de la Convention, a-t-il reconsidéré sa position à cet égard au cours des cinq dernières années ou a-t-il l’intention de le faire à l’avenir ?

⮊ *cf. Q 2.1 a) du questionnaire de 2012*🖉 *La Commission spéciale a invité les États qui s’étaient opposés à certaines adhésions à vérifier si les conditions d’un retrait sont remplies (voir C&R No 7 de la CS de 2012).*⮊ *Voir aussi para. 91 à 95 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser* :     [ ]  Non *Commentaires*:      |

|  |
| --- |
| Espace Apostille et publications |
| Contenu de l’Espace Apostille |
| * + 1. Les informations figurant sur l’[Espace Apostille](https://www.hcch.net/fr/instruments/specialised-sections/apostille/) du site de la Conférence de La Haye sont-elles utiles ?

⮊ *cf. Q 3.1 a) du questionnaire de 2012**🖉 Outre les versions anglaise et française, l’Espace Apostille est disponible en* [*allemand*](https://www.hcch.net/de/instruments/specialised-sections/apostille/)*,* [*portugais*](https://www.hcch.net/pt/instruments/specialised-sections/apostille/) *et* [*espagnol*](https://www.hcch.net/es/instruments/specialised-sections/apostille/) *(cliquez sur le lieu « autres langues » - tous les documents n’ont pas été traduits)**🖉 La Commission spéciale de 2012 a observé que l’Espace Apostille reste une source d’informations particulièrement utile (voir C&R No 8 de la CS de 2012).*⮊ *voir aussi para. 33 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Très utiles[ ]  Utiles[ ]  Inutiles*Commentaires ou suggestions d’amélioration*:      |
| * + 1. À quelle fréquence le personnel de la ou des Autorité(s) compétente(s) de VOTRE ÉTAT consulte-t-il la [Manuel Apostille](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf)?

*🖉 Le Manuel Apostille a été publié en 2013 et est disponible en anglais et en français sur l’*[*Espace Apostille*](https://www.hcch.net/fr/instruments/specialised-sections/apostille/)*. Une version espagnole révisée sera également disponible sous peu sur l’*[*Espace Apostille*](https://www.hcch.net/fr/instruments/specialised-sections/apostille/) *(pour une version provisoire, veuillez* [*cliquer ici*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbs.pdf)*).* | [ ]  Au quotidien[ ]  Fréquemment[ ]  Rarement[ ]  Jamais*Commentaires ou suggestions :*      |
| * + 1. VOTRE ÉTAT a-t-il des suggestions ou des commentaires eu égard aux publications du Bureau Permanent : [*L’ABC de l’Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/abc12f.pdf), le [*Guide succinct de mise en œuvre*](https://assets.hcch.net/upload/guide12f.pdf) et le [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf), disponibles sur l’[Espace Apostille](https://www.hcch.net/fr/instruments/specialised-sections/apostille/) du site de la Conférence de La Haye ?

⮊ *cf. Q 3.1 c) du questionnaire de 2012* | [ ]  Oui – *veuillez préciser* :     [ ]  Non |
| * + 1. VOTRE ÉTAT a-t-il des suggestions à faire concernant d’éventuelles publications futures qui pourraient faciliter la promotion, la mise en œuvre ou le fonctionnement de la Convention Apostille ?

⮊ *cf. Q 3.1 c) du questionnaire de 2012* | [ ]  Oui – *veuillez préciser* :     [ ]  Non |

|  |
| --- |
| Fonctionnement et statistiques  |
| Évaluation générale |
| * + 1. Quelle est l’appréciation de votre État quant au fonctionnement général de la Convention Apostille ?

⮊ *cf. Q 4.1 a) du questionnaire de 2012* | [ ]  Excellent[ ]  Bon[ ]  Satisfaisant[ ]  Insatisfaisant*Commentaires ou suggestions d’amélioration*:      |
| * + 1. VOTRE ÉTAT a-t-il rencontré des difficultés ou problèmes persistants dans le fonctionnement de la Convention Apostille ?

⮊ *cf. Q 4.1 b) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 36 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser* :     [ ]  Non[ ]  Inconnu*Commentaires*:      |
| Statistiques concernant les Apostilles délivrées  |
| * + 1. Combien d’Apostilles ont-elles été délivrées dans VOTRE ÉTAT sur chacune des années évoquées ?

*En vertu de l’art. 7(1) de la Convention Apostille, chaque Autorité compétente doit tenir un registre dans lequel sont inscrites toutes les Apostilles délivrées.* ⮊ *cf. Q 4.2 a) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 46 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | *Année* | *Nombre**Si vous souhaitez fournir des informations détaillées pour chaque Autorité compétente, indiquez séparément le nombre d’Apostilles dans l’espace ci-dessous ou joignez un décompte détaillé des statistiques dans un document séparé.* |
| 2015 |       |
| 2014 |       |
| 2013 |       |
| 2012 |       |
| [ ]  Inconnu – *veuillez expliquer* :     *Commentaires*:      |
| * + 1. Une (des) tendance(s) peut-elle (peuvent-elles) être déduite(s) à partir de ces statistiques ?

⮊ *cf. Q 4.2 b) du questionnaire de 2012* | [ ]  Oui – *veuillez préciser, en indiquant les raisons possibles*:     [ ]  Non[ ]  Inconnu |
| * + 1. Quels sont les principaux États de destination des Apostilles délivrées dans VOTRE ÉTAT ?

⮊ *cf. Q 4.2 c) du questionnaire de 2012* | *Si possible, veuillez indiquer une estimation de la proportion / du pourcentage total d’Apostilles délivrées par VOTRE ÉTAT utilisées dans ces États de destination.*      |
| ***Question réservée aux États qui délivrent des e-Apostilles**** + 1. Combien d’e-Apostilles ont-elles été délivrées dans VOTRE ÉTAT sur chacune de ces années ?

⮊ *cf. Q 4.2 d) du questionnaire de 2012* | *Année* | *Nombre**Si vous souhaitez fournir des informations détaillées pour chaque Autorité compétente, indiquez séparément le nombre d’Apostilles dans l’espace ci-dessous* |
| 2015 |       |
| 2014 |       |
| 2013 |       |
| 2012 |       |
| [ ]  Inconnu – *veuillez expliquer* :     *Commentaires*:      |
| ***Question réservée aux États qui délivrent des e-Apostilles*** * + 1. Quels sont les principaux États de destination des e-Apostilles délivrées dans VOTRE ÉTAT ?

⮊ *cf. Q 4.2 e) du questionnaire de 2012* |       |
| * + 1. Veuillez identifier les **trois** catégories d’actes publics qui doivent le plus souvent être apostillées dans VOTRE ÉTAT ?

*Veuillez répondre de « 1 » à « 3 » dans l’ordre décroissant de fréquence, le chiffre « 1 » indiquant la fréquence la plus élevée.**Si une catégorie d’actes ne figure pas dans la liste, rajoutez-la en fin de liste, dans l’espace réservé à cet effet.* ⮊ *cf. Q 4.2 f) du questionnaire de 2012* |       | Actes d’état civil (par ex. actes de naissance, décès, mariage) et certificats de capacité ou de non-empêchement |
|       | Autres documents administratifs (y compris les décisions de tribunaux administratifs ou d’autres organes administratifs décisionnels) |
|       | Extraits de registres de commerce et autres registres |
|       | Certifications de signature notariées |
|       | Autres actes notariés |
|       | Diplômes et autres documents scolaires |
|       | Actes judiciaires, y compris jugements |
|       | Brevets ou autres documents relatifs aux droits de propriété intellectuelle |
|       | Documents relatifs aux adoptions |
|       | Traductions  |
|       | Certificats médicaux ou sanitaires  |
|       | Casiers judiciaires  |
|       | Licences d’importation ou d’exportation |
|       | Certificats d’origine |
|       | Certificats de conformité |
| Autres documents – *veuillez préciser* : |
|       |       |
|       |       |
| * + 1. Veuillez marquer d’une « X », les catégories de documents délivrés dans VOTRE ÉTAT sous format *électronique* (même si ce n’est le cas que pour un nombre limité de documents dans cette catégorie) et pour lesquels une Apostille est délivrée (que ce soit une e-Apostille ou une Apostille au format papier) ?

*Si une catégorie de document ne figure pas dans la liste, rajoutez-le en fin de liste, dans l’espace réservé à cet effet.* *🖉 Voir aussi la* ***Section 6.8*** *consacrée aux documents et signatures électroniques*⮊ *Voir aussi para. 170 et 171 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) |       | Actes d’état civil (par ex. actes de naissance, décès, mariage) et certificats de capacité ou de non-empêchement |
|       | Autres documents administratifs (y compris les décisions de tribunaux administratifs ou d’autres organes administratifs décisionnels) |
|       | Extraits de registres de commerce et autres registres |
|       | Certifications de signature notariées |
|       | Autres actes notariés |
|       | Diplômes et autres documents scolaires |
|       | Actes judiciaires, y compris jugements |
|       | Brevets ou autres documents relatifs aux droits de propriété intellectuelle |
|       | Documents relatifs aux adoptions |
|       | Traductions  |
|       | Certificats médicaux ou sanitaires  |
|       | Casiers judiciaires  |
|       | Licences d’importation ou d’exportation |
|       | Certificats d’origine |
|       | Certificats de conformité |
| Autres documents – *veuillez préciser* : |
|       |       |
|       |       |
| Légalisations |
| * + 1. Combien de légalisations ont-elles été réalisées en 2015 par les autorités de VOTRE ÉTAT ?

*Si aucune donnée n’est conservée, veuillez indiquer une estimation approximative*⮊ *cf. Q 4.3 a) du questionnaire de 2012* | *Documents à envoyer**Légalisations réalisées par le ministère des Affaires étrangères sur les documents établis dans VOTRE ÉTAT et destinés à un État non contractant à la Convention Apostille*      | *Documents à recevoir**Légalisations réalisées par les consulats / ambassades de VOTRE ÉTAT situé dans un autre État sur des documents établis dans cet État et destinés à un État non contractant à la Convention Apostille*      |
| Information du public |
| * + 1. Des informations pratiques (brochures informatives ou informations fournies sur les sites gouvernementaux) concernant le fonctionnement de la Convention Apostille sont-elles mises à la disposition des utilisateurs d’Apostilles ?

⮊ *cf. Q 4.4 a) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 55 à 57 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui*Veuillez préciser comment ces informations peuvent être consultées (si elles sont disponibles en ligne, indiquez l’URL)*:     *Si ces informations ne sont pas disponibles en ligne, veuillez en fournir un exemplaire.*[ ]  Non |
| Travaux publiés concernant la Convention Apostille |
| * + 1. Dans VOTRE ÉTAT, la Convention Apostille a-t-elle fait l’objet d’articles, de livres ou d’autres travaux publiés ?

⮊ *cf. Q 4.5 a) du questionnaire de 2012* | [ ]  Oui – *veuillez fournir leurs références complètes (si possible, veuillez fournir un résumé en anglais ou en français)*:     [ ]  Non[ ]  Inconnu |

|  |
| --- |
| Autorités compétentes |
| Coordonnées |
| * + 1. Veuillez indiquer combien d’Autorités compétentes VOTRE ÉTAT a-t-il désigné en vertu de la Convention Apostille (voir également **Questions 7.2** et  **7.3**).

*Si votre État n’est pas en mesure de préciser le nombre exact, merci de fournir une estimation approximative* |       |
| * + 1. Les [coordonnées et informations pratiques](https://www.hcch.net/fr/instruments/conventions/authorities1/?cid=41) concernant les Autorités compétentes de VOTRE ÉTAT présentées sur l’[Espace Apostille](https://www.hcch.net/fr/instruments/specialised-sections/apostille/) sont-elles exactes et complètes ?

⮊ *cf. Q 5.1 a) du questionnaire de 2012*🖉 *La Commission spéciale a vivement encouragé les États parties à fournir au Bureau Permanent des* ***mises à jour annuelles*** *des informations présentées sur l’Espace Apostille concernant leur État (voir C&R No 70 de la CS de 2009 et C&R No 8 de la CS de 2012).*⮊ *Voir aussi para. 67 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui  |
| [ ]  Non – *veuillez fournir les informations exactes à faire figurer sur l’Espace Apostille à l’Annexe A ou dans un document Word ou PDF distinct* |
|  |
| Formation et assistance |
| * + 1. Des instructions (ou autres documents similaires) ont-elles été élaborées pour aider le personnel des Autorités compétentes à s’acquitter de ses fonctions en application de la Convention Apostille ?

⮊ *cf. Q 5.2 a) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 47 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez fournir une copie de ces documents avec, si possible, un résumé en anglais ou en français (à usage interne uniquement)*[ ]  Non |
| * + 1. VOTRE ÉTAT offre-t-il des formations au personnel des Autorités compétentes ?

⮊ *cf. Q 5.2 b) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 48 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Régulièrement[ ]  Sur demande[ ]  Rarement[ ]  Jamais*Commentaires*:      |

|  |
| --- |
| Champ d’application matériel de la Convention Apostille |
| Définition du terme « acte public » |
| * + 1. La notion d’« acte public » est-elle définie dans le droit interne de VOTRE ÉTAT ?

⮊ *cf. Q 6.1 a) du questionnaire de 2012*🖉 *La Convention Apostille s’applique aux « actes publics ». L’art. 1(2) énumère certaines catégories de documents qui sont réputées constituer des actes publics. La Commission spéciale a observé que la nature publique d’un acte devait être déterminée selon le droit de l’État d’origine. Elle a également rappelé que la liste d’actes publics figurant à l’art. 1(2) n’était pas exhaustive (voir C&R No 72 de la CS de 2009 et C&R No 12 de la CS de 2012).*⮊ *Voir aussi para. 110 et s. du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser (en indiquant les références de la (des) loi(s) concernée(s))*:     [ ]  Non – *veuillez expliquer* :*Commentaires*:      |

|  |  |
| --- | --- |
| * + 1. VOTRE ÉTAT a-t-il rencontré des difficultés pour qualifier un document d’« acte public » aux fins de la Convention Apostille (voir également **Questions 6.2** et **6.3**) ?

⮊ *cf. Q 6.1 d) du questionnaire de 2012*🖉 *Gardant à l’esprit l’objectif de la Convention Apostille, la Commission spéciale a suggéré que les États parties donnent une interprétation large à la notion d’acte public (voir C&R No 72 de la CS de 2009 et C&R de la CS de 2012).* | [ ]  Oui – *veuillez préciser quels documents ont soulevé des difficultés et comment celles-ci ont été résolues*:     [ ]  Non*Commentaires*:      |
| Exclusion des documents établis par des agents diplomatiques ou consulaires |
| * + 1. L’exclusion des « documents établis par des agents diplomatiques ou consulaires » du champ d’application de la Convention Apostille a-t-elle soulevé des difficultés dans VOTRE ÉTAT, que ce soit en tant qu’État d’origine ou en tant qu’État de destination ?

⮊ *cf. Q 6.2 a) du questionnaire de 2012*🖉 *La Commission spéciale a confirmé que les exceptions prévues pour les « documents établis par des agents diplomatiques ou consulaires » doivent être interprétées* ***de manière restrictive*** *(voir C&R No 77 de la CS de 2009 et C&R No 15 de la CS de 2012)*⮊ *Voir aussi para. 135, 139 et s. du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser* :     [ ]  Non*Commentaires*:      |
| Exclusion des documents administratifs ayant trait directement à une opération commerciale ou douanière |
| * + 1. L’exclusion des « documents administratifs ayant trait directement à une opération commerciale ou douanière » du champ d’application de la Convention Apostille a-t-elle soulevé des difficultés dans VOTRE ÉTAT, soit en tant qu’État d’origine, soit en tant qu’État de destination ?

⮊ *cf. Q 6.3 a) du questionnaire de 2012*🖉 *La Commission spéciale a constaté que certains États délivraient des Apostilles pour des licences d’importation / d’exportation, des certificats médicaux ou des certificats d’origine / de conformité (voir C&R No 77 de la CS de 2009 et C&R No 15 de la CS de 2012).* ⮊ *Voir aussi para. 135 à 138, 146 et s. du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser (en indiquant la catégorie de documents concernée et les mesures prises pour aborder ces difficultés)* :     [ ]  Non*Commentaires*:      |
| * + 1. votre État délivre-t-il des Apostilles pour les documents suivants ?

*Cette question concerne uniquement les documents* ***à envoyer***⮊ *cf. Q 6.3 b) du questionnaire de 2012*🖉 *La Commission spéciale a réaffirmé que a confirmé que les exceptions prévues pour les « documents établis par des agents diplomatiques ou consulaires » doivent être interprétées* ***de manière restrictive*** *(voir C&R No 77 de la CS de 2009 et C&R No 15 de la CS de 2012).* ⮊ *Voir aussi para. 148 et s. du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Certificats d’origine[ ]  Licences d’exportation[ ]  Licences d’importation[ ]  Certificats de santé et de sécurité sanitaire délivrés par les autorités ou agences gouvernementales concernées[ ]  Certificats d’enregistrement de produits[ ]  Certificats de conformité[ ]  Certificats d’utilisateur final (c-à-d. documents certifiant que l’acheteur est l’utilisateur final des marchandises)[ ]  Factures commerciales*Commentaires*:      |
| * + 1. VOTRE ÉTAT accepte-t-il les Apostilles délivrées pour les documents suivants ?

*Cette question concerne uniquement les documents* ***à recevoir***⮊ *cf. Q 6.3 c) du questionnaire de 2012*🖉 *La Commission spéciale a encouragé les États à accepter, dans la mesure du possible, les Apostilles émises pour des documents tels que des licences d’import / export, des certificats médicaux et des certificats d’origine, même quand ils n’auraient pas émis d’Apostilles pour ce type de document (C&R No 15 de la CS de 2012).*⮊ *Voir aussi para. 148 et s. du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Certificats d’origine[ ]  Licences d’exportation[ ]  Licences d’importation[ ]  Certificats de santé et de sécurité sanitaire délivrés par les autorités ou agences gouvernementales concernées[ ]  Certificats d’enregistrement de produits[ ]  Certificats de conformité[ ]  Certificats d’utilisateur final (c-à-d. documents certifiant que l’acheteur est l’utilisateur final des marchandises)[ ]  Factures commerciales*Commentaires*:      |
| Copies |
| * + 1. En vertu du droit interne de VOTRE ÉTAT, est-il envisagé d’appliquer la Convention à la *simple* copie d’un acte public (en d’autres termes, une simple copie d’acte public peut-elle également être considérée comme un acte public) ?

⮊ *cf. Q 6.4 a) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 157 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser* :     [ ]  Non – *veuillez préciser / expliquer*:      |
| * + 1. En vertu du droit interne de VOTRE ÉTAT, est-il envisagé d’appliquer la Convention à la copie *certifiée conforme* d’un acte public ?

⮊ *cf. Q 6.4 b) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 154 et s. du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – mais l’Apostille ne peut être délivrée *que* pour la certification, pas pour l’acte public copié[ ]  Oui – une Apostille peut être délivrée soit pour la certification soit pour l’acte public copié – *veuillez préciser / expliquer*:     [ ]  Non – une Apostille ne peut être délivrée pour la certification ni pour l’acte public copié *– veuillez préciser / expliquer* :     *Commentaires*:      |
| Traductions |
| * + 1. En vertu du droit interne de VOTRE ÉTAT, est-il envisagé d’appliquer la Convention à la traduction *simple* d’un acte public ?

⮊ *cf. Q 6.5 a) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 195 à 197 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser / expliquer* :     [ ]  Non – *veuillez préciser / expliquer* :     *Commentaires*:      |

|  |  |
| --- | --- |
| * + 1. En vertu du droit interne de VOTRE ÉTAT, est-il envisagé d’appliquer la Convention à une traduction *certifiée* (c-à-d. une traduction réalisée par un traducteur juré / assermenté / habilité) ?

⮊ *cf. Q 6.5 b) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 195 à 197 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser / expliquer* :     [ ]  Seulement si le document auquel la traduction certifiée se rapporte est un acte public[ ]  Non – *veuillez expliquer* :     *Commentaires*:      |
| Documents relatifs à l’extradition |
| * + 1. En vertu du droit interne de VOTRE ÉTAT, est-il envisagé d’appliquer la Convention aux documents relatifs à l’extradition ?

🖉 *La Commission spéciale a reconnu que la Convention Apostille pouvait s’appliquer aux demandes d’extradition (C&R No 16 de la CS de 2012)*⮊ *Voir aussi para. 160 à 162 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser* :     [ ]  Non – *veuillez expliquer* :     *Commentaires*:      |
| Certificats médicaux |
| * + 1. En vertu du droit interne de VOTRE ÉTAT, est-il envisagé d’appliquer la Convention aux certificats médicaux ?

⮊ *Voir aussi para. 182 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser* :     [ ]  Non – *veuillez expliquer* :     *Commentaires*:      |
| Documents et signatures électroniques |
| * + 1. Dans VOTRE ÉTAT, les actes publics établis sous forme électronique peuvent-ils être considérés comme des « actes publics » aux fins de l’émission d’une Apostille ?

⮊ *cf. Q 6.6 a) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 170 à 173 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser (puis* ***rendez-vous à la Question 6.8b)****)* :     [ ]  Non – *veuillez expliquer (puis* ***rendez-vous à la Question 6.8c)****)* :     [ ]  Les actes publics ne sont jamais établis sous forme électronique – ***rendez-vous à la Question 6.8c)****Commentaires*:      |
| * + 1. Si un acte public est établi sous forme électronique, comment VOTRE ÉTAT délivre-t-il une Apostille pour cet acte ?

⮊ *cf. Q 6.6 b) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 235 à 237 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Une e-Apostille est délivrée[ ]  Une Apostille papier est apposée sur une copie imprimée de l’acte public électronique (dans ce cas, veuillez expliquer la raison de cette pratique et indiquer si VOTRE ÉTAT envisage de délivrer des e-Apostilles pour les actes publics établis sous forme électronique) :     [ ]  Autre – *veuillez préciser* :     *Commentaires*:       |
| * + 1. Dans VOTRE ÉTAT, les copies numérisées d’actes publics établis sur papier peuvent-elles être considérées comme des « actes publics » aux fins de l’émission d’une Apostille ?

⮊ *cf. Q 6.6 c) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 158, 159 et 173 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser de quelle manière les documents publics numérisés sont-ils diffusés (à savoir, électroniquement ou sur copie papier)*     [ ]  Non – *veuillez préciser / expliquer* :     *Commentaires*:      |
| * + 1. Dans VOTRE ÉTAT, les signatures électroniques sont-elles reconnues comme l’équivalent fonctionnel des signatures manuscrites (en d’autres termes, est-ce qu’un acte public peut être signé électroniquement) ?

⮊ *cf. Q 6.6 d) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 261 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser la base juridique (par ex., loi)* :     [ ]  Non – *veuillez préciser / expliquer* :     *Commentaires*:      |

|  |
| --- |
| Accès aux services d’Apostille |
| Procédure en une étape / procédure en plusieurs étapes |
| * + 1. Un acte public établi dans VOTRE ÉTAT doit-il être certifié d’une manière ou d’une autre préalablement à l’émission d’une Apostille ?

⮊ *cf. Q 7.1 a) du questionnaire de 2012**🖉 Rappelant que l’objectif de la Convention est la simplification du processus de certification, la Commission spéciale a invité les États parties à envisager la suppression des obstacles superflus à l’émission d’Apostilles tout en assurant l’intégrité des certifications (voir C&R No 79 de la CS de 2009 et C&R No 19 de la CS de 2012)).* ⮊ *Voir aussi para. 14 à 16 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Aucun acte public ne doit être certifié – ***rendez-vous à la Question 7.2***[ ]  Certaines catégories d’actes publics doivent être certifiées – ***rendez-vous à la Question 7.1b)***[ ]  Toutes les catégories d’actes publics doivent être certifiées – ***rendez-vous à la Question 7.1b)*** |
| ***Question réservée aux États qui exigent une certification*** * + 1. Quelle est la procédure de certification à suivre (en particulier, combien de certifications sont nécessaires préalablement à l’émission d’une Apostille) ?

⮊ *cf. Q 7.1 b) du questionnaire de 2012**Si nécessaire, utilisez l’espace prévu à la* ***Question 12.1b)*** *pour répondre à cette question.*  | *Catégorie d’acte public* | *Nombre de certifications* | *Autorité certificatrice* |
|       |       |       |
|       |       |       |
|       |       |       |
|       |       |       |
|       |       |       |
| ***Question réservée aux États qui exigent une certification*** * + 1. Pour quelle raison cette certification est-elle obligatoire ?

⮊ *cf. Q 7.1 c) du questionnaire de 2012* | [ ]  VOTRE ÉTAT a désigné une seule Autorité compétente mais les signatures, sceaux et timbres des autorités et fonctionnaires locaux sont soumis à une certification par une autorité régionale dont le certificat fait alors l’objet d’une Apostille délivrée par l’Autorité compétente (en d’autres termes, l’Apostille n’est pas délivrée pour l’acte sous-jacent mais pour la certification (finale)).Dans ces circonstances, comment (le cas échéant) une Apostille peut-elle être délivrée pour l’acte sous-jacent ?     [ ]  VOTRE ÉTAT a désigné plusieurs Autorités compétentes mais les signatures, sceaux et timbres des autorités et fonctionnaires locaux sont néanmoins soumis à une certification par une autorité régionale dont le certificat fait alors l’objet d’une Apostille délivrée par l’Autorité compétente concernée (en d’autres termes, l’Apostille n’est pas délivrée pour l’acte sous-jacent mais pour la certification (finale)).Dans ces circonstances, comment (le cas échéant) une Apostille peut-elle être délivrée pour l’acte sous-jacent ?     [ ]  VOTRE ÉTAT prévoit une procédure spéciale en plusieurs étapes pour la certification des diplômes et autres documents scolaires délivrés dans VOTRE ÉTAT devant être produits à l’étranger – veuillez préciser la nature et les détails de cette procédure :     [ ]  Autre – *veuillez préciser* :      |
| ***Question réservée aux États qui exigent une certification*** * + 1. VOTRE ÉTAT prévoit-il d’apporter des changements à cette procédure de certification (par ex., d’adopter une procédure en une étape pour toutes les catégories d’actes publics ou pour certaines d’entre elles) ?

⮊ *cf. Q 7.1 d) du questionnaire de 2012* | [ ]  Oui – *veuillez préciser / expliquer*:     [ ]  Non – *veuillez en expliquer les raisons* :      |
| Décentralisation des services d’Apostille |
| ***Question réservée aux États qui n’ont désigné qu’UNE SEULE Autorité compétente**** + 1. VOTRE ÉTAT prévoit-il de décentraliser les services d’Apostille au moyen de l’établissement de bureaux régionaux ou de la désignation d’Autorités compétentes supplémentaires ?

*🖉 La Commission spéciale s’est réjoui des efforts visant à décentraliser la prestation de ces services et encourage cette approche. Ces efforts se sont révélés utiles afin d’accroître l’efficacité dans le cadre de la prestation des services tout en amoindrissant les inconvénients pour le public (C&R No 18 de la CS de 2012).*⮊ *Voir aussi para. 218 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser / expliquer*:     [ ]  Non – *veuillez en expliquer les raisons* :      |
| Missions diplomatiques agissant en qualité d’Autorités compétentes |
| * + 1. Quelques États contractants ont récemment désigné leurs missions diplomatiques en qualité d’Autorités compétentes (à savoir, l’Australie et l’Autriche). VOTRE ÉTAT considère-t-il que cette pratique emporte des avantages ou des inconvénients, en particulier à la lumière de l’article 1(3)(a) de la Convention ?

*🖉 La Commission spéciale a confirmé que les exceptions prévues pour les « documents établis par des agents diplomatiques ou consulaires » doivent être interprétées* ***de manière restrictive*** *(voir C&R No 77 de la CS de 2009 et C&R No 15 de la CS de 2012)*⮊ *Voir aussi para. 139 et 140 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) |       |
| ***Question réservée aux États qui ont désigné des missions diplomatiques en qualité d’Autorités compétentes**** + 1. Parmi les documents suivants, pour lesquels les missions diplomatiques de VOTRE ÉTAT délivrent-elles des Apostilles ?

⮊ *Voir aussi para. 144 et 145 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Documents établis dans VOTRE ÉTAT (en d’autres termes, l’État représenté par les agents consulaires ou diplomatiques), qui sont ensuite présentés à la mission diplomatique en vue de la délivrance d’une apostille[ ]  Documents traités par des agents diplomatiques ou consulaires mais établis par une autre autorité de VOTRE ÉTAT, qui sont imprimés et délivrés à nouveau par la mission diplomatique (c-à-d. que l’agent diplomatique ou consulaire ne sert que d’intermédiaire concernant un document qui a été de fait délivré dans l’État qu’il représente) [ ]  Documents établis par des agents diplomatiques ou consulaires qui ne sont pas de nature diplomatique ou consulaire (par ex., actes d’état civil ou actes notariés)[ ]  Autres. Veuillez préciser      *Commentaires*:      |
| ***Question réservée aux États qui ont désigné des missions diplomatiques en qualité d’Autorités compétentes**** + 1. VOTRE ÉTAT a-t-il dû faire face à des difficultés pratiques dans le cadre de la désignation de missions diplomatiques en qualité d’Autorités compétentes ?
 | [ ]  Oui – *veuillez préciser / expliquer*:     [ ]  NON – *veuillez en expliquer les raisons* :      *Commentaires*:      |
| ***Question réservée aux États qui ont désigné des missions diplomatiques en qualité d’Autorités compétentes**** + 1. Veuillez expliquer, en pratique, de quelle manière les services d’Apostille sont-ils rendus par des missions diplomatiques dans VOTRE ÉTAT (par ex., au moyen de la consultation d’une base de données d’actes publics dans VOTRE ÉTAT ou par l’intermédiaire de documents au format papier présentés à la mission diplomatique, et de quelle manière l’origine d’un acte public est-elle vérifiée) ?
 |       |

|  |
| --- |
| Demandes d’Apostille |
| * + 1. Dans VOTRE ÉTAT, comment une Apostille peut-elle être sollicitée ?

⮊ *cf. Q 7.2 b) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi le Modèle de formulaire de demande d’Apostille en Annexe III du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  En personne[ ]  Par courrier postal[ ]  Par courriel (pour demander l’émission d’une e-Apostille)[ ]  Par l’intermédiaire d’un site web[ ]  Autre – *veuillez préciser*:     *Commentaires*:      |
| * + 1. Dans VOTRE ÉTAT, les Autorités compétentes demandent-elles des informations relatives à l’État de destination de l’acte public à apostiller ?

⮊ *cf. Q 7.2 c) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 203 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Toujours[ ]  Les requérants précisent l’État de destination dans le formulaire de demande[ ]  L’État de destination est mentionné sur le certificat d’Apostille[ ]  Cette information est demandée oralement sans être consignée[ ]  Parfois – *veuillez préciser les circonstances dans lesquelles ces informations sont demandées*:     [ ]  Jamais*Commentaires*:      |
| * + 1. Quel est le délai d’émission d’une Apostille ?

⮊ *cf. Q 7.2 e) du questionnaire de 2012* |  | Demande en personne | Autres demandes (de la date de réception de la demande à la date d’envoi / de remise en mains propres) |
| Moins d’une heure | [ ]  | [ ]  |
| Moins de deux heures | [ ]  | [ ]  |
| Dans la journée | [ ]  | [ ]  |
| Le lendemain ouvré | [ ]  | [ ]  |
| Dans les deux ou trois jours ouvrés | [ ]  | [ ]  |
| Dans la semaine | [ ]  | [ ]  |
| Autre – *veuillez préciser* :      |       |       |
| Coûts |
| * + 1. Dans VOTRE ÉTAT, les Autorités compétentes imposent-elles des frais à l’émission d’une Apostille à des droits ?

⮊ *cf. Q 7.3 a) du questionnaire de 2012*🖉 *La Commission spéciale de 2009 a encouragé les États à veiller à ce que le coût d’émission des Apostilles soit raisonnable (voir C&R No 94).*⮊ *Voir aussi para. 274 à 277 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) |       |

|  |
| --- |
| Émission d’une Apostille |
| Vérification des actes publics |
| * + 1. Est-ce que toutes les Autorités compétentes de VOTRE ÉTAT ont accès à un registre ou à une base de données contenant les spécimens des signatures / timbres / sceaux des fonctionnaires / autorités qui établissent des actes publics, que l’Autorité compétente peut consulter avant de délivrer une Apostille ?

⮊ *cf. Q 8.1 a) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 219 et s. du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui[ ]  Non*Veuillez expliquer de quelle manière votre (vos) Autorité(s) compétente(s) établit (établissent) si un(e) signature / timbre / sceau figurant sur un acte public est authentique et qu’il (elle) provient bien d’une autorité / d’un fonctionnaire de VOTRE ÉTAT*:     *Commentaires*:      |
| * + 1. Quelle forme prend ce registre ou cette base de données contenant les spécimens des signatures / timbres / sceaux des fonctionnaires / autorités qui établissent des actes publics ?

⮊ *cf. Q 8.1 b) du questionnaire de 2012* | [ ]  Forme électronique[ ]  Forme papier[ ]  Les deux*Commentaires*:      |
| * + 1. Comment ce registre ou cette base de données contenant les spécimens des signatures / timbres / sceaux des fonctionnaires / autorités qui établissent des actes publics est-il tenu et mis à jour ?

⮊ *cf. Q 8.1 c) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 223 à 225 et s. du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Chaque Autorité compétente tient et met à jour son propre registre ou base de données[ ]  Les Autorités compétentes tiennent et mettent à jour un registre ou base de données commun*Commentaires (en précisant si un formulaire standard est utilisé pour se procurer les spécimens des signatures et des timbres des fonctionnaires / sceaux auprès des autorités)*:      |
| * + 1. Comment une Autorité compétente de VOTRE ÉTAT réagit-elle lorsque l’acte public devant être apostillé comporte une signature, un sceau ou un timbre qui ne correspond pas au spécimen figurant dans son registre ou sa base de données contenant les spécimens des signatures / timbres / sceaux des fonctionnaires / autorités qui établissent des actes publics ?

⮊ *cf. Q 8.1 d) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 227 et s. du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) |       |
| Apostille |
| * + 1. Quel est le type de papier utilisé pour l’Apostille ?

⮊ *cf. Q 8.2 b) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 245, 248 et 249 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Papier standard[ ]  Papier sécurisé – *veuillez préciser (par ex., filigrane, hologramme ou codes-barres)*:     [ ]  Timbres[ ]  Autocollants[ ]  Autre – *veuillez préciser* :     *Commentaires*:      |
| * + 1. VOTRE ÉTAT utilise-t-il les certificats d’Apostille bilingues ou trilingues ou envisage-t-il de le faire ?

⮊ *cf. Q 8.2 c) du questionnaire de 2012*🖉 *La Commission spéciale a salué l’élaboration par le Bureau Permanent des Modèles multilingues d’Apostilles et encourage les Autorités compétentes à s’en servir (voir C&R No 20 de la CS de 2012).**Ces certificats* [*bilingues*](http://www.hcch.net/index_fr.php?act=publications.details&pid=5207&dtid=28) *et* [*trilingues*](http://www.hcch.net/index_fr.php?act=publications.details&pid=5190&dtid=28) *sont disponibles sur l’*[*Espace Apostille*](https://www.hcch.net/fr/publications-and-studies/details4/?pid=5190&dtid=28)*.*⮊ *Voir aussi para. 241 à 243 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser dans quelle langue :*     [ ]  Non – *veuillez en préciser les raisons* :     *Commentaires :*      |
| * + 1. VOTRE ÉTAT utilise-t-il un certificat d’Apostille en vue d’authentifier l’origine d’actes publics même lorsque la Convention Apostille ne trouve pas à s’appliquer (par ex., en ayant recours à un certificat d’Apostille pour une légalisation ou d’autres certificats) ?

⮊ *Voir aussi para. 87 et s. du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *le cas échéant, veuillez indiquer la mise en garde incluse dans l’Apostille :*     [ ]  Non*Commentaires :*      |
| Comment compléter l’Apostille |
| * + 1. Comment les Apostilles sont-elles remplies ?

⮊ *cf. Q 8.3 a) du questionnaire de 2012* | [ ]  À la main[ ]  À la machine à écrire[ ]  À l’aide d’un logiciel – *veuillez préciser* :     *Commentaires*:      |
| * + 1. Dans quelle langue les ***blancs*** des Apostilles sont-ils habituellement ***remplis*** ?

Veuillez noter que cette question ne fait aucunement référence aux dix rubriques requises du certificat d’Apostille, qui faisaient l’objet de la Question 8.2 b). En d’autres termes, de quelle manière VOTRE ÉTAT complète-t-il les certificats d’Apostille ?⮊ *cf. Q 8.3 b) du questionnaire de 2012*🖉 *La Commission spéciale a encouragé les États à envisager de remplir les Apostilles en anglais ou en français,* ***en plus*** *de la langue utilisée par l’État d’origine, si celle-ci n’est pas l’une de ces deux langues* *(voir C&R No 90 de la CS de 2009).*⮊ *Voir aussi para. 259 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  En une langue – *veuillez préciser :*     [ ]  En deux langues – *veuillez préciser :*     [ ]  En trois langues – *veuillez préciser :*     [ ]  Autre – *veuillez préciser* :     *Commentaires :*      |
| * + 1. Comment les Apostilles sont-elles numérotées ?

⮊ *cf. Q 8.3 c) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 262 à 264 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Dans l’ordre[ ]  Aléatoirement – *veuillez préciser comment le numéro est généré* :     [ ]  Autre – *veuillez préciser* :     *Commentaires*:      |
| * + 1. Lorsqu’une rubrique de l’Apostille ne trouve pas à s’appliquer (par ex., si l’acte public sous-jacent porte aucun signature ni sceau), VOTRE ÉTAT indique-t-il dans la rubrique pertinente la mention « sans objet » ou « néant » ?

🖉 *La Commission spéciale a insisté sur l’importance de renseigner les dix rubriques requises pour chaque Apostille. Aucune rubrique ne devrait être laissée vide. Lorsqu’une rubrique est sans objet, cela devrait être indiqué par la mention « néant » ou « sans objet » (C&R No 21 de la CS de 2012).*⮊ *Voir aussi para. 258 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui[ ]  Non – *veuillez préciser votre pratique actuelle* :     [ ]  *Commentaires*:      |
| ***Question 8.3e)*** *– concerne les Apostilles délivrées sur papier* |
| * + 1. Comment une Apostille papier est-elle signée ?

⮊ *cf. Q 8.3 e) du questionnaire de 2012*🖉 *La Commission spéciale a affirmé le principe selon lequel la validité de la signature est déterminée par le droit applicable de l’Autorité compétente qui émet l’Apostille (C&R No 22 de la CS de 2012).*⮊ *Voir aussi para. 261 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  À la main (signature manuscrite)[ ]  Au moyen d’un tampon[ ]  À l’imprimante (par ex., facsimilé de signature ou image PDF / JPEG de la signature)[ ]  Au moyen d’une signature électronique – *veuillez préciser*:     [ ]  Autre – *veuillez préciser* :     *Commentaires*:      |
| ***Question 8.3f) et g)*** *– concerne les Apostilles délivrées sous forme électronique (e-Apostilles)* |
| * + 1. Comment une e-Apostille est-elle signée ?

⮊ *cf. Q 8.3 f) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 348 et s. du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | *Veuillez décrire la technologie utilisée pour apposer la signature électronique*:      |
| * + 1. La loi de VOTRE ÉTAT permet-elle la diffusion d’une copie papier d’un document électronique ou d’une e-Apostille (les deux ayant été signés électroniquement) ?
 | [ ]  Oui – *veuillez préciser :*     [ ]  Non – *veuillez préciser*:     *Commentaires :*      |

|  |
| --- |
| Mentions supplémentaires |
| * + 1. Les Autorités compétentes ajoutent-elles d’autres informations sur l’Apostille (en plus des inscriptions figurant en regard des dix rubriques requises) ?

⮊ *cf. Q 8.4 a) du questionnaire de 2012*🖉 *La Commission spéciale a pris note du fait qu’il est utile d’ajouter des mentions sur l’Apostille, hors de la zone contenant les dix rubriques requises et que les États sont libres d’utiliser ces mentions lorsqu’ils le jugent nécessaire en vue de fournir des éclaircissements concernant les Apostilles qu’ils émettent. Le Bureau Permanent a élaboré un modèle de mentions supplémentaires, qui figure dans les certificats* [*bilingues*](http://www.hcch.net/index_fr.php?act=publications.details&pid=5207&dtid=28) *et* [*trilingues*](http://www.hcch.net/index_fr.php?act=publications.details&pid=5190&dtid=28)*, disponibles sur l’*[*Espace Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) *du site de la Conférence de La Haye, sous la rubrique « Modèle d’Apostille ».*  ⮊ *Voir aussi para. 253 et s. du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui[ ]  Informations relatives à l’effet limité d’une Apostille (voir art. 3 de la Convention)[ ]  Informations relatives à la nature ou au contenu de l’acte public sous-jacent[ ]  Informations relatives aux effets des Apostilles sur les copies certifiées conformes[ ]  Informations relatives à la personne qui a sollicité l’Apostille[ ]  Informations relatives à l’État de destination[ ]  Informations relatives aux coûts[ ]  Informations relatives à l’e-Registre de l’Autorité compétente (par ex., URL du site correspondant)[ ]  Informations relatives à une signature numérique [ ]  Identification d’un code d’accès à l’e-Registre de l’Autorité compétente[ ]  Autre – *veuillez préciser* :     [ ]  Non*Commentaires*:      |
| Apposition de l’Apostille |
| ***Question 8.5a) à d)*** *– concerne les Apostilles délivrées sur papier* |
| * + 1. L’Apostille est-elle apposée sur l’acte lui-même ou sur une page séparée (« allonge ») ?

⮊ *cf. Q 8.5 a) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 265 et s. du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  L’Apostille est apposée sur l’acte lui-même par le moyen suivant : [ ]  autocollant[ ]  colle[ ]  timbre[ ]  imprimée sur le document sous-jacent[ ]  sceau[ ]  agrafes[ ]  autre – *veuillez préciser* :     [ ]  L’Apostille est apposée sur une page séparée par le moyen suivant (voir également la **Question 8.5b)**) :[ ]  autocollant[ ]  colle[ ]  timbre[ ]  imprimée sur le document sous-jacent[ ]  sceau[ ]  autre – *veuillez préciser* :     *Commentaires (en particulier, veuillez préciser quels critères sont retenus pour établir si l’Apostille est apposée sur l’acte lui-même ou sur une allonge)*:      |
| * + 1. En cas d’utilisation d’une page séparée (allonge), comment celle-ci est-elle attachée à l’acte ?

⮊ *cf. Q 8.5 b) du questionnaire de 2012**La Commission spéciale a encouragé l’utilisation de méthodes qui permettraient de déceler toute tentative d’altération de la méthode d’apposition (voir C&R No 91 de la CS de 2009 et C&R No 24 de la CS de 2012).* ⮊ *Voir aussi para. 268 et 269 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Agrafes[ ]  Œillets[ ]  Rubans[ ]  Colle[ ]  Autre – *veuillez préciser* :     *Commentaires*:      |
| * + 1. Dans le cas d’un acte public établi sur une seule page, où est apposée l’Apostille ou attachée l’allonge ?

⮊ *cf. Q 8.5 c) du questionnaire de 2012* | [ ]  Au recto de l’acte public[ ]  Au verso de l’acte public*Commentaires*:      |
| * + 1. Dans le cas d’un acte public établi sur plusieurs pages, où est apposée l’Apostille ou attachée l’allonge ?

⮊ *cf. Q 8.5 d) du questionnaire de 2012*🖉 *La Commission spéciale a recommandé que l’Apostille soit apposée sur la page de signature et, si une allonge est utilisée, que celle-ci soit attachée au recto ou au verso de l’acte (voir C&R No 17 de la CS de 2003).*⮊ *Voir aussi para. 271 et 272 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Sur la première page de l’acte public[ ]  Sur la dernière page de l’acte public[ ]  Sur la page comportant la signature / le sceau / le timbre[ ]  Autre – *veuillez préciser* :     *Commentaires*:      |
| ***Question 8.5e) et f)*** *– concerne les Apostilles délivrées sous forme électronique (e-Apostilles)* |
| * + 1. À quelle technologie VOTRE ÉTAT a-t-il recours pour attacher ou associer logiquement une Apostille à l’acte public sous-jacent ?

⮊ *cf. Q 8.5 e) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 270 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) |       |
| * + 1. Comment cette technologie permet-elle d’assurer que cette Apostille n’a pas été modifiée ?

⮊ *Voir aussi para. 267 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) |       |

|  |
| --- |
| Registre des Apostilles |
| Tenue du registre |
| * + 1. Est-ce que chaque Autorité compétente de VOTRE ÉTAT consigne dans un registre les détails de chaque Apostille délivrée ?

⮊ *cf. Q 9.1 a) du questionnaire de 2012*🖉 *La Commission spéciale a rappelé que l’article 7 de la Convention impose à chaque Autorité compétente de mettre en place et de tenir un Registre d’Apostilles contenant les informations prescrites par l’article (C&R No 25 de la CS de 2012).*⮊ *Voir aussi para. 278 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *quelles informations y sont consignées*?[ ]  le numéro et la date de l’Apostille (exigence visée à l’art. 7(1))[ ]  les nom et qualité du signataire de l’acte public et / ou le nom de l’autorité dont le sceau ou timbre est apposé (exigence visée à l’art. 7(1))[ ]  le nom et / ou le type de l’acte public sous-jacent[ ]  une description du contenu de l’acte public sous-jacent[ ]  le nom du requérant[ ]  l’État de destination[ ]  une copie de l’Apostille[ ]  une copie de l’acte public sous-jacent[ ]  le coût de l’Apostille[ ]  autre – *veuillez préciser* :     [ ]  Non – *veuillez expliquer (en précisant comment les Autorités compétentes de VOTRE ÉTAT répondent aux demandes de vérification d’une Apostille – puis* ***rendez-vous à la Question 10.1***) :     *Commentaires*:      |
| * + 1. Sous quelle forme est tenu ce registre ?

⮊ *cf. Q 9.1 b) du questionnaire de 2012*🖉 *La Commission spéciale a reconnu qu’il est utile de tenir un e-Registre consultable en ligne afin de permettre aux destinataires de vérifier que l’Apostille a été émise (C&R No 25 de la CS de 2012).*⮊ *Voir aussi para. 279 et 280 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Sous forme électronique, *non* publiquement accessible en ligne[ ]  Sous forme électronique, publiquement accessible en ligne (« e-Registre ») – *avec les caractéristiques suivantes* :[ ]  l’URL du site correspondant figure sur l’Apostille (voir **Question 8.4a)**)[ ]  le registre comprend des caractéristiques visant à empêcher la « chasse aux informations » (c-à-d. des tentatives des utilisateurs visant à recueillir des informations concernant une Apostille qu’ils n’ont pas reçue) – *veuillez préciser*:     [ ]  le registre permet aux utilisateurs de consulter les détails de l’Apostille (par ex., les inscriptions figurant en regard des dix rubriques requises) – *veuillez préciser*:     [ ]  le registre permet aux utilisateurs d’avoir accès à l’Apostille ou à une image de celle-ci[ ]  le registre permet aux utilisateurs d’avoir accès à l’acte public sous-jacent ou à une image de celui-ci[ ]  le registre permet aux utilisateurs de vérifier la signature figurant sur l’Apostille[ ]  Sur papier*Commentaires*:      |
| * + 1. Comment le registre est-il tenu ?

⮊ *cf. Q 9.1 c) du questionnaire de 2012* | [ ]  Chaque Autorité compétente tient son propre registre [ ]  Les Autorités compétentes tiennent un registre commun  |
| * + 1. Combien de temps les Autorités compétentes conservent-elles les données consignées dans leur registre ?

⮊ *cf. Q 9.1 d) du questionnaire de 2012*🖉 *Si la Commission spéciale n’a pas suggéré de période minimale au cours de laquelle il convient de consigner les Apostilles dans un registre, elle a conclu qu’il appartenait à chaque État partie d’établir des critères objectifs à cet égard et que la conservation des informations sur un support électronique pourrait améliorer cette procédure en facilitant la conservation et la consultation des données enregistrées (C&R No 21 de la CS de 2003).*⮊ *Voir aussi para. 289 et 290 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Moins d’un an[ ]  Entre un et cinq ans[ ]  Entre cinq et dix ans[ ]  Dix ans ou plus[ ]  Indéfiniment*Commentaires (y compris des informations détaillées concernant la conservation des données)*:      |
| Vérification du registre |
| ***Question réservée aux États dans lesquels les Autorités compétentes tiennent un registre sous format papier ou électronique MAIS qui n’est pas accessible en ligne (*i.e. *pas un e-Registre)**** + 1. À quelle fréquence les Autorités compétentes de VOTRE ÉTAT sont-elles sollicitées en vue de vérifier le registre des Apostilles ?

⮊ *cf. Q 9.2 a) du questionnaire de 2012*🖉 *En vertu de l’art. 7(2) de la Convention Apostille, l’Autorité compétente qui a délivré l’Apostille doit, sur demande de tout intéressé, vérifier si les détails de l’Apostille correspondent à ceux figurant dans le registre.* ⮊ *Voir aussi para. 286 à 288 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Jamais[ ]  Une fois par an[ ]  Entre deux et dix fois par an[ ]  Entre dix et vingt fois par an[ ]  Plus de dix fois par an - *veuillez préciser le nombre approximatif* :      [ ]  Inconnu*Commentaires*:      |
| ***Question réservée aux États dont les Autorités compétentes tiennent un e-Registre*** * + 1. Si les Autorités compétentes de VOTRE ÉTAT tiennent un e-Registre, VOTRE ÉTAT dispose-t-il de statistiques sur la fréquence de consultation de l’e-Registre ?

⮊ *cf. Q 9.2 b) du questionnaire de 2012* | [ ]  Oui – *veuillez préciser le nombre de consultations et la période concernée*:      La mise en place d’un e-Registre a-t-elle entraîné une augmentation du nombre de vérifications d’Apostilles par rapport au registre ? *Cette question ne concerne pas les États contractants qui ont mis œuvre un e-Registre dès leur adhésion à la Convention Apostille*[ ]  Oui – *de combien*?     [ ]  Non[ ]  Non *Commentaires*:      |

|  |
| --- |
| Effet des Apostilles |
| Apostilles délivrées dans VOTRE ÉTAT |
| * + 1. D’autres États contractants ont-ils déjà refusé de donner effet à une Apostille papier ou à une e-Apostille délivrée par une Autorité compétente de VOTRE ÉTAT (en d’autres termes, une Apostille a-t-elle déjà été rejetée) ?

⮊ *cf. Q 10.1 a) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 293 à 320 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  OUI – *veuillez préciser pour quelles raisons* :[ ]  Apostille de forme non carrée[ ]  côtés de l’Apostille inférieurs à 9 cm[ ]  Apostille sans bordure[ ]  couleur de l’encre utilisée pour imprimer l’Apostille[ ]  Apostille comportant une signature non manuscrite[ ]  absence de signature[ ]  Apostille délivrée sous forme électronique (e-Apostille)[ ]  Apostille expirée[ ]  mode de numérotation de l’Apostille – *veuillez préciser* :     [ ]  mode d’apposition de l’Apostille sur l’acte public sous-jacent – *veuillez préciser* :     [ ]  Apostille physiquement détachée de l’acte public sous-jacent[ ]  document sous-jacent ne correspondant pas à la définition d’un acte public en vertu du droit de l’État de destination[ ]  perte, par le signataire, de la qualité attestée dans l’Apostille[ ]  authenticité de la signature ou qualité du signataire de l’acte public sous-jacent non attestée dans l’Apostille, que l’acte soit ou non signé (c-à-d. que les rubriques nos 2 et 3 ne sont pas remplies)[ ]  autre – *veuillez préciser* :     [ ]  Non[ ]  Inconnu*Commentaires*:      |
| * + 1. Dans le cas où une Apostille a été rejetée, quelle mesure VOTRE ÉTAT a-t-il prise ?

⮊ *cf. Q 10.1 b) du questionnaire de 2012* | [ ]  L’Apostille a été délivrée de nouveau[ ]  L’autorité de destination a été contactée[ ]  L’Autorité compétente de l’État de destination a été contactée[ ]  La mission diplomatique de l’État de destination présente dans VOTRE ÉTAT a été contactée[ ]  La mission diplomatique de VOTRE ÉTAT présente dans l’État de destination a été contactée[ ]  Le Bureau Permanent a été contacté[ ]  Aucune mesure n’a été prise[ ]  Autre – *veuillez préciser* :       |
| * + 1. Les autorités d’un autre État contractant ont-elles déjà demandé à une Autorité compétente de VOTRE ÉTAT d’attester ou de confirmer ses procédures d’émission des Apostilles ?

⮊ *cf. Q 10.1 c) du questionnaire de 2012*🖉 *La Commission spéciale a vivement recommandé aux Autorités compétentes de ne pas accéder aux demandes émanant d’autres États contractants en vue de de confirmer les procédures d’émission ou de fournir des échantillons de signatures et de les signaler au Bureau Permanent (C&R No 27 de la CS de 2012).* | [ ]  Oui – *veuillez développer* :     [ ]  Non*Commentaires – y compris avis sur cette pratique*:      |
| Apostilles étrangères produites dans VOTRE ÉTAT |
| * + 1. Pour quelles raisons a-t-il été effectivement refusé de donner effet à une Apostille étrangère dans VOTRE ÉTAT ?

⮊ *cf. Q 10.2 a) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 293 à 320 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Apostille de forme non carrée[ ]  côtés de l’Apostille inférieurs à 9 cm[ ]  Apostille sans bordure[ ]  couleur de l’encre utilisée pour imprimer l’Apostille[ ]  Apostille comportant une signature non manuscrite[ ]  absence de signature[ ]  Apostille délivrée sous forme électronique (e-Apostille)[ ]  expiration de l’Apostille[ ]  mode de numérotation de l’Apostille – *veuillez préciser*:     [ ]  mode d’apposition de l’Apostille sur l’acte public sous-jacent – *veuillez préciser*:     [ ]  Apostille physiquement détachée de l’acte public sous-jacent[ ]  document sous-jacent ne correspondant pas à la définition d’un acte public en vertu du droit de VOTRE ÉTAT[ ]  perte, par le signataire, de la qualité certifiée dans l’Apostille[ ]  authenticité de la signature ou qualité du signataire de l’acte public sous-jacent non attestée dans l’Apostille, que l’acte soit ou non signé (c-à-d. que les rubriques Nos 2 et 3 ne sont pas remplies)[ ]  Autre – *veuillez préciser* :     [ ]  Aucune des raisons ci-dessus[ ]  Inconnu*Commentaires*:      |
| * + 1. Pour quelles raisons peut-il être refusé de donner effet à une Apostille étrangère dans VOTRE ÉTAT ?

⮊ *cf. Q 10.2 a) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 293 à 320 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Apostille de forme non carrée[ ]  côtés de l’Apostille inférieurs à 9 cm[ ]  Apostille sans bordure[ ]  couleur de l’encre utilisée pour imprimer l’Apostille[ ]  Apostille comportant une signature non manuscrite[ ]  absence de signature[ ]  Apostille délivrée sous forme électronique (e-Apostille)[ ]  expiration de l’Apostille[ ]  mode de numérotation de l’Apostille – *veuillez préciser*:     [ ]  mode d’apposition de l’Apostille sur l’acte public sous-jacent – *veuillez préciser*:     [ ]  Apostille physiquement détachée de l’acte public sous-jacent[ ]  document sous-jacent ne correspondant pas à la définition d’un acte public en vertu du droit de VOTRE ÉTAT[ ]  perte, par le signataire, de la qualité certifiée dans l’Apostille[ ]  authenticité de la signature ou qualité du signataire de l’acte public sous-jacent non attestée dans l’Apostille, que l’acte soit ou non signé (c-à-d. que les rubriques nos 2 et 3 ne sont pas remplies)[ ]  Autre – *veuillez préciser* :     [ ]  Aucune des raisons ci-dessus[ ]  Inconnu*Commentaires*:      |
| * + 1. VOTRE ÉTAT limite-t-il dans le temps l’effet des Apostilles et / ou des actes publics étrangers produits dans VOTRE ÉTAT ?

⮊ *cf. Q 10.2 b) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 28, 174, 186 à 187 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser* :     [ ]  Non*Commentaires*:      |

|  |
| --- |
| Programme d’Apostille électronique (e-APP) |
| Mise en œuvre |
| * + 1. L’une ou l’autre composante de l’e-APP a-t-elle été mise en œuvre par les Autorités compétentes de VOTRE ÉTAT ?

⮊ *cf. Q 11.1 a) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 333 et s. du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui[ ]  la composante e-Apostille[ ]  la composante e-Registre – *veuillez indiquer le ou les URL(s) du ou des e-Registre(s)*:                    [ ]  Non |
| ***Question réservée aux États qui n’ont mis en œuvre aucune des composantes de l’e-APP**** + 1. Si aucune des composantes de l’e-APP n’a été mise en œuvre, l’e-APP a-t-elle été étudiée par les Autorités compétentes de VOTRE ÉTAT ?

🖉 *Pour plus d’informations sur l’e-APP veuillez consulter para. 321 à 363 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf)*.* ⮊ *cf. Q 11.1 b) du questionnaire de 2012* | [ ]  Oui[ ]  et les *deux composantes* sont envisagées à des fins de mise en œuvre – *veuillez préciser*:     [ ]  et seule la *composante* *e-Apostille* est envisagée à des fins de mise en œuvre – *veuillez préciser* :     [ ]  et seule la *composante e-Registre* est envisagée à des fins de mise en œuvre – *veuillez préciser*:     [ ]  mais aucune des composantes n’est envisagée à des fins de mise en œuvre – *veuillez en expliquer les raisons* :     [ ]  Non – *veuillez en expliquer les raisons* :     *Commentaires*:      |
| ***Question réservée aux États qui ont mis en œuvre au moins l’une des composantes de l’e-APP ou qui envisagent sérieusement de le faire**** + 1. VOTRE ÉTAT a-t-il contacté d’autres Autorités compétentes qui ont déjà exécuté l’une des composantes de l’e-APP et a-t-il sollicité des informations pertinentes ou l’échange d’expériences ?

⮊ *Voir aussi para. 339 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser* :     [ ]  Non / Inconnu*Commentaires*:      |

|  |  |
| --- | --- |
| ***Question réservée aux États qui ont mis en œuvre la composante e-Apostille**** + 1. Parmi les documents suivants, pour lesquels VOTRE ÉTAT délivre-t-il des Apostille ?

⮊ *Voir aussi para. 171, 346 et s. du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Actes publics électroniques – *veuillez préciser* :     [ ]  Actes publics sous format papier qui ont par la suite été scannés[ ]  Les deux*Commentaires*:      |
| * + 1. Existe-t-il des problèmes (juridiques ou autres) susceptibles d’affecter la mise en œuvre de l’e-APP dans VOTRE ÉTAT ?

⮊ *cf. Q 11.1 c) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 345 et 358 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser* :     [ ]  Non [ ]  Inconnu*Commentaires*:      |

|  |
| --- |
| Divers |
| Commentaires et informations supplémentaires |
| * + 1. Si vous avez besoin de davantage d’espace pour répondre à une ou plusieurs des questions ci-dessus, veuillez rappeler le numéro de la question et ajouter vos commentaires ci-dessous :

      |
| * + 1. Si vous souhaitez ajouter des commentaires ou des informations concernant le fonctionnement pratique de la Convention Apostille (y compris la mise en œuvre de l’e-APP) qui ne sont pas traduits dans vos réponses ci-dessus, veuillez utiliser l’espace ci-dessous :

      |
| * + 1. VOTRE ÉTAT souhaiterait-il que des sujets ou questions pratiques précis soient abordés lors de la Commission spéciale de 2016 ?

⮊ *cf. Q 12.1 c) du questionnaire de 2012*⮊ *Voir aussi para. 38 et 39 du* [*Manuel Apostille*](https://assets.hcch.net/upload/apostille_hbf.pdf) | [ ]  Oui – *veuillez préciser* :     [ ]  Non |

**Annexe A**

**Autorités compétentes**

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de l’autorité : |       |
| Adresse physique et postale : |       |
| Numéros de téléphone et de fax : |       |
| Courriel : |       |
| Langue(s) de communication : |       |
| Personne à contacter : |       |
| URL : |       |
| Catégories d’actes publics pour lesquels une Apostille peut être délivrée : |       |
| Coût des Apostilles |       |

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de l’autorité : |       |
| Adresse physique et postale : |       |
| Numéros de téléphone et de fax : |       |
| Courriel : |       |
| Langue(s) de communication : |       |
| Personne à contacter : |       |
| URL : |       |
| Catégories d’actes publics pour lesquels une Apostille peut être délivrée : |       |
| Coût des Apostilles |       |

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de l’autorité : |       |
| Adresse physique et postale : |       |
| Numéros de téléphone et de fax : |       |
| Courriel : |       |
| Langue(s) de communication : |       |
| Personne à contacter : |       |
| URL : |       |
| Catégories d’actes publics pour lesquels une Apostille peut être délivrée : |       |
| Coût des Apostilles |       |

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de l’autorité : |       |
| Adresse physique et postale : |       |
| Numéros de téléphone et de fax : |       |
| Courriel : |       |
| Langue(s) de communication : |       |
| Personne à contacter : |       |
| URL : |       |
| Catégories d’actes publics pour lesquels une Apostille peut être délivrée : |       |
| Coût des Apostilles |       |

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de l’autorité : |       |
| Adresse physique et postale : |       |
| Numéros de téléphone et de fax : |       |
| Courriel : |       |
| Langue(s) de communication : |       |
| Personne à contacter : |       |
| URL : |       |
| Catégories d’actes publics pour lesquels une Apostille peut être délivrée : |       |
| Coût des Apostilles |       |

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de l’autorité : |       |
| Adresse physique et postale : |       |
| Numéros de téléphone et de fax : |       |
| Courriel : |       |
| Langue(s) de communication : |       |
| Personne à contacter : |       |
| URL : |       |
| Catégories d’actes publics pour lesquels une Apostille peut être délivrée : |       |
| Coût des Apostilles |       |